

Intervention de Jean François-Poncet 22 septembre 2008

Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, messieurs les ministres, mes chers collègues, le 11 septembre 2001, il y a sept ans, une vingtaine de terroristes prenaient d'assaut quatre avions de ligne aux États-Unis. Les deux premiers furent précipités contre le World Trade Center, dont les deux tours s'effondrèrent, faisant 3 000 victimes. Le troisième appareil s'écrasa sur une aile du Pentagone. Quant au quatrième avion, il était destiné à la Maison Blanche. Mais les passagers, alertés par leurs téléphones mobiles, maîtrisèrent les terroristes et, dans la bagarre qui s'ensuivit, l'avion explosa au sol en Pennsylvanie. Grâce au courage d'une poignée de passagers, la Maison Blanche fut épargnée et le président des États-Unis sauvé.

L'attaque, d'une audace inouïe, avait été ourdie, préparée et financée par Ben Laden et l'état-major d'Al-Qaïda, installés en Afghanistan, sous la protection des talibans.

Les talibans s'étaient rendu maîtres du pays à l'issue d'une sanglante guerre civile.

Ces événements sont dans toutes les mémoires. Si je les ai rappelés, c'est pour situer l'embuscade dont dix soldats français ont été les victimes héroïques, le 18 août dernier, dans son véritable contexte : celui du combat de l'Occident et de ses alliés contre le terrorisme international, qui n'a pas cessé, depuis septembre 2001, de s'étendre, en organisant des attentats meurtriers au Maroc, en Algérie, en Angleterre, en Espagne, ainsi qu'en Asie du sud-est.

Je tiens à m'incliner, au nom de l'UMP, devant le sacrifice de nos dix soldats, piégés à cinquante kilomètres à l'est de Kaboul, et à saluer leur admirable courage. Ils se sont battus toute la nuit, sous un feu meurtrier, obligeant, au petit matin, leurs adversaires à se retirer.

Je ne m'arrêterai pas sur la polémique, aussi malveillante que constamment renaissante, concernant le déroulement des combats. Certains tentent de mettre en cause l'armement de nos soldats, ou l'aide qu'ils auraient dû recevoir et n'auraient pas reçue.

Un journal canadien a ainsi fait état d'un rapport secret de l'OTAN qui authentifierait ces rumeurs. Ces accusations ont été une fois de plus catégoriquement démenties, y compris par les soldats engagés dans les combats. Quant au prétendu rapport de l'OTAN, son existence a été officiellement niée par l'organisation elle-même.

Sans doute y aura-t-il des enseignements à tirer du déroulement de l'embuscade. Cela n'aurait rien d'étonnant. Le commandement des forces françaises s'en est d'ailleurs immédiatement chargé. Nous lui faisons, en ce qui nous concerne, une totale confiance.

J'en viens, mes chers collègues, à l'enjeu que constitue pour la France et ses alliés le destin de l'Afghanistan, ainsi qu'à la stratégie qui préside à l'engagement de nos forces et à l'objectif qui leur est assigné.

L'enjeu en Afghanistan est triple : il concerne la sécurité de notre pays face au terrorisme, la stabilité de l'Asie méridionale et centrale et, enfin, l'avenir de la démocratie afghane.

Pouvons-nous laisser l'Afghanistan redevenir le sanctuaire principal du jihad international ? Telle est la question très simple qui nous est posée.

Pouvons-nous laisser ce pays redevenir le havre où Ben Laden, le mollah Omar et leur état-major réinstalleront, en toute sécurité, leurs camps d'entraînement et, un jour, pas si lointain peut-être, des sites de fabrication d'armes de destruction massive ?

À quoi bon traquer les jihadistes au Moyen-Orient, en Afrique du Nord ou en Europe s'ils disposent, en Afghanistan, d'une base arrière d'où ils peuvent, en toute impunité, se préparer à nous frapper ? C'est l'intérêt national qui est en cause. L'opinion publique a du mal à le comprendre. Il est de notre responsabilité de l'éclairer.

Pouvons-nous laisser l'Afghanistan mettre en péril la stabilité du Pakistan et des républiques d'Asie centrale ? Les islamistes ont, depuis longtemps, essaimé en dehors des zones tribales du Pakistan. La « talibanisation » rampante de ce grand pays deviendrait irrésistible si les jihadistes pakistanais trouvaient, demain, en Afghanistan, la profondeur stratégique qui leur manque. Le Pakistan, ne l'oublions pas, possède un arsenal nucléaire. L'attentat suicide qui vient de détruire l'un des principaux hôtels d'Islamabad montre la terrifiante réalité de ce danger.

Est-il, enfin, imaginable que nous livrions l'Afghanistan à l'une des dictatures les plus obscurantistes de la planète, celle-là même qui s'est illustrée par des exécutions publiques dans les stades, celle qui a fait des femmes des citoyens de seconde zone dans leur pays ? Est-il pensable que la France, le pays des droits de l'homme, tourne aussi ouvertement le dos à la mission qu'il assume depuis la Révolution française ?

Poser ces questions, c'est y répondre. L'enjeu que constitue pour nous l'Afghanistan est évident : il a une dimension littéralement historique. C'est la raison pour laquelle le groupe UMP du Sénat votera l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces françaises en Afghanistan demandée à notre assemblée par le Gouvernement.

J'en viens à la stratégie à mettre en œuvre face à un tel enjeu. La montée en puissance des talibans est un fait. Les attentats qu'ils ont perpétrés ont augmenté de 30 % en un an et sont caractérisés par une audace croissante, comme en témoignent l'attentat en plein Kaboul visant le président Karzaï, l'attaque contre l'ambassade de l'Inde, également à Kaboul, ou celle contre la prison de Kandahar.

Il est donc parfaitement légitime, devant l'aggravation de la situation, de s'interroger sur la stratégie mise en œuvre. Encore faudrait-il ne pas la caricaturer, dans le seul but de la critiquer ou d'affirmer, contre toute évidence, qu'elle n'existe pas.

Si la situation s'est dégradée, c'est, en premier lieu, ne l'oublions pas, parce que, après avoir chassé, en quelques semaines, les talibans du pouvoir, les États-Unis ont transféré en Irak l'essentiel de leurs moyens militaires et financiers, laissant plus ou moins l'Afghanistan à son sort.

La stratégie mise en œuvre, après ce demi-abandon, n'a jamais été celle du « tout-militaire ». Contrairement à ce que certains déclarent, elle a toujours comporté plusieurs volets : un volet militaire, bien évidemment, mais aussi un important volet économique, ainsi qu'un volet politique, qui reste, il est vrai, à développer.

J'aborderai, tout d'abord, le volet militaire.

Les 50 000 hommes de la Force internationale d'assistance à la sécurité, sous commandement de l'OTAN, et les 20 000 soldats des forces spéciales américaines suffiront-ils à pacifier l'Afghanistan, un pays grand comme la France, dont le relief est l'un des plus tourmentés du monde ? Le secrétaire général de l'OTAN ne le pense pas ; le président des États-Unis non plus, qui s'est déclaré prêt à envoyer en Afghanistan 3 700 soldats en 2008 et trois brigades supplémentaires, soit 10 000 hommes, l'année prochaine. Comme vous le savez, les deux candidats à l'élection présidentielle américaine sont sur la même ligne et annoncent qu'ils demanderont aux Européens de s'associer à l'effort américain.

C'est dans ce contexte que le Président de la République a décidé l'envoi en Afghanistan d'un renfort de 700 soldats, ce qui porte à près de 3 000 hommes l'effectif de nos forces et témoigne concrètement de notre solidarité avec nos alliés européens et américains.

Certes, l'efficacité militaire dépend non pas seulement de l'importance numérique des forces engagées et de leur armement, mais aussi, bien entendu, des conditions de leur engagement. À cet égard, monsieur le Premier ministre, messieurs les ministres, je dois le dire, il n'est plus acceptable que certains pays imposent des restrictions, des *caveat*, au développement et au déploiement de leurs forces, interdisant ainsi que celles-ci soient engagées dans les zones dangereuses de l'est et du sud du pays. Il est essentiel que les forces de l'OTAN constituent un ensemble homogène, sous un même commandement et à la disposition de la coalition, et que la coordination entre elles et les forces spéciales américaines soit améliorée.

Personne, pour autant, ne pense que les armes seules décideront de l'issue du conflit. Nos militaires sont les premiers à le dire. Aussi la stratégie mise en œuvre comporte-t-elle, depuis le premier jour, un important volet économique.

Une guerre anti-insurrectionnelle ne se gagne qu'avec le soutien de la population. Or celle-ci, après trente ans de troubles sanglants, connaît une immense misère. Les ONG, financées par l'ONU, ne sont pas les seules à y faire un admirable travail. Depuis plusieurs années, nous tendons à l'oublier, les gouvernements ont mis en place des équipes régionales de reconstruction, qui s'efforcent de rétablir, région par région, des conditions de vie normale. Cet effort, bien entendu, doit être développé.

Cela étant, des résultats importants ont d'ores et déjà été obtenus ; vous l'avez-vous-même rappelé, monsieur le Premier ministre, en donnant des précisions à ce sujet. Je n'y reviens donc pas. Il reste, à l'évidence, énormément à faire. C'est vrai, notamment, en matière de justice, de police, et peut-être surtout, en matière de lutte contre la corruption, qui est endémique à tous les niveaux du pouvoir.

Il est bien évident aussi que la reconstruction économique est difficile et probablement impossible dans les régions qui n'ont pas été pacifiées. Pour développer, il faut d'abord sécuriser.

Il reste à aborder le volet politique de notre stratégie. Les talibans ne constituent pas un bloc homogène. Il y a des extrémistes, endoctrinés au Pakistan. Il y a des éléments étrangers – arabes, ouzbeks, européens –, encadrés par Al-Qaïda : nombre d'entre eux ont été formés en Irak, d'où ils refluent. Toutefois, parmi les membres des tribus pachtounes du sud et de l'est de l'Afghanistan, nombreux sont ceux qui combattent les troupes étrangères par simple

nationalisme. C'est avec eux qu'un dialogue peut et doit être noué. Ce dialogue, l'Occident doit l'encourager, mais c'est au président Karzaï, pachtoun lui-même, qu'il incombe de persuader ces éléments que l'intérêt du pays est de se débarrasser d'Al-Qaïda et de ses alliés, dont les objectifs n'ont rien à voir avec l'indépendance et la prospérité de l'Afghanistan.

Mes chers collègues, notre propre objectif mérite, lui aussi, d'être clairement défini. Il ne s'agit pas, en effet, de remporter une victoire, comme si nous étions confrontés à une guerre conventionnelle. Il s'agit, la France s'y emploie d'ailleurs depuis le début, de former et d'équiper les forces de sécurité afghanes et de les préparer à assumer elles-mêmes la responsabilité de pacifier le pays.

Sans doute auront-elles encore longtemps besoin d'un soutien occidental, mais, plus le passage de témoin interviendra rapidement, mieux cela vaudra. Le Président de la République vient d'annoncer que le processus était déjà engagé dans le district de Kaboul – vous nous l'avez confirmé, monsieur le Premier ministre – et qu'il serait poursuivi dans la région centre de l'Afghanistan, dont la France assure le commandement pendant un an.

J'en viens, pour terminer, à nos alliés américains.

Un débat sur l'ensemble de la stratégie occidentale devra être ouvert avec eux aussitôt après l'installation de la nouvelle administration. Il ne pourra pas s'agir seulement de débattre des effectifs à engager, de leur commandement ou de la reconstruction économique et politique du pays. Le problème crucial de l'avenir du Pakistan et de la situation dans les zones tribales du nord-ouest de ce pays devra être clairement posé. Les talibans y règnent en maîtres et alimentent en armes et en combattants les insurgés afghans. Cette situation doit, d'une façon ou d'une autre, cesser.

Le problème de la drogue devra lui aussi être débattu. La culture du pavot entretient une corruption qui gangrène l'État, même si certains progrès, comme vous nous l'avez rappelé, monsieur le ministre, ont été accomplis. C'est de la drogue que les talibans tirent leurs ressources. C'est elle qui soutient une hiérarchie de seigneurs de la guerre défiant l'autorité du président Karzaï.

Mes chers collègues, ne sous-estimons pas la détermination et l'esprit politique des Américains. Nul n'a désormais plus d'expérience qu'eux de la lutte contre une insurrection, dont les attentats suicides et les explosifs dissimulés au bord des routes, sont les armes favorites. Ils ont réussi, ce qui n'avait rien d'évident, à détacher d'Al-Qaïda les tribus sunnites irakiennes.

Certes, la partie est loin d'être gagnée en Irak, mais les résultats obtenus après, il est vrai, cinq années de sanglants combats et plus de 4 000 soldats tués sont significatifs.

L'Amérique est un partenaire désormais aguerri. Pour autant, il est essentiel que l'Europe, en raison de l'importance de son effort militaire et financier, soit, dans tous les domaines, traitée en partenaire égal.

Mes chers collègues, l'Afghanistan n'est pas le seul théâtre de lutte contre le terrorisme international. Mais il constitue, avec la création d'un État palestinien et l'arrêt du programme nucléaire iranien, un défi qu'il est fondamental de relever si nous voulons éviter que le choc des civilisations ne devienne un jour une réalité.